

**Séminaire conjoint Nations Unies-Gouvernement sur la
promotion de l'approvisionnement local auprès des entreprises
centrafricaines
Bangui, 16 avril 2025**

Intervention du secteur privé centrafricain (UNPC / GICA)

Le secteur privé centrafricain, bien que résilient, a dû faire face à de nombreux défis au cours des derniers mois. Le premier d'entre eux concerne le coût du carburant, qui a un impact majeur sur l'activité des entreprises. En effet, une grande partie des industries dépend de groupes électrogènes pour fonctionner, ce qui entraîne des coûts d'exploitation devenus presque insoutenables.

Un autre défi de taille auquel nous faisons face est le coût du financement, qui représente un frein significatif au développement des entreprises et à la consolidation de leur position sur le marché. Les taux d'intérêt, pouvant atteindre jusqu'à 15 % pour les petites et moyennes entreprises, limitent fortement leur capacité à investir dans l'outil de production. Or, sans investissement, il est difficile de stimuler la croissance et la compétitivité.

Ces problématiques ne sont pas les seules, mais elles constituent, selon nous, les principaux obstacles qui empêchent les entreprises formelles d'être pleinement compétitives et de remporter davantage de marchés, que ce soit avec les agences onusiennes ou avec d'autres bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement.

Dans ce contexte, nous saluons le dialogue en cours entre le secteur privé et le gouvernement, sous le patronage du Premier ministre. Ce dialogue permet d'aborder, de manière concrète, les problématiques sectorielles avec les administrations concernées. Il existe également

des thématiques transversales majeures, telles que le coût de l'énergie, le manque d'infrastructures ou encore l'accès aux marchés publics, qui vont être traitées au cours de ce dialogue multithématique.

Nous félicitons par ailleurs le gouvernement pour les mesures prises en matière de financement, notamment la mise en place de différents fonds de garantie, qui visent à améliorer l'accès au crédit pour les entreprises en général, et pour les PME en particulier. Nous saluons ainsi l'initiative de la création du Fonds National de Garantie avec l'appui de la Banque mondiale dans le cadre du projet I-Compete, ainsi que le fonds de garantie soutenu par la Banque africaine de développement.

Nous pensons que ces mesures permettront de renforcer les capacités des entreprises locales, afin qu'elles puissent répondre plus efficacement aux besoins du marché, notamment à ceux des agences onusiennes, tout en respectant les exigences des donneurs d'ordres.

Enfin, la transparence des procédures internes des agences de l'ONU, et de la MINUSCA en particulier, est à relever. Elle contribue à offrir aux entreprises centrafricaines une opportunité réelle d'accroître leur part dans l'attribution des marchés et ainsi d'augmenter leur chiffre d'affaires avec pour effet vertueux d'augmenter les recettes de l'Etat.

Au niveau du secteur privé, il est également important de voir à une cartographie précise des entreprises du secteur formel, afin d'identifier leurs domaines de compétence et de constituer une base de données à jour, pouvant être diffusée auprès des partenaires.

Dans cette optique, le GICA, à la suite d'un plaidoyer auprès de l'Organisation internationale du travail, a obtenu une assistance technique pour la réalisation d'une étude visant justement à cartographier les entreprises actives du secteur privé centrafricain.